

Disperser le Pouvoir - Les mouvements comme pouvoirs anti-étatiques

11-06-2007

Par Raúl Zibechi*Le Relevé des luttes sociales et des actions collectives d'insubordination sociale qui affrontent et déplacent le pouvoir et l'ordre institué, le mouvement des plaques tectoniques de la sédimentation sociale produisant des fissures, entraînant des éruptions et générant des tremblements de terre est la contribution de Raul Zibechi aux hommes et aux femmes de Bolivie aujourd'hui en fête, et à leurs frères et soeurs qui, au-delà de ces montagnes andines, nous dédiquons également à nos propres tâches d'auto-émancipation. "Disperser le Pouvoir" s'inscrit alors au plus profond de la tension contemporaine entre autonomie et gouvernabilité, entre "révolutionnarisation" et institutionnalisation, qui est sans doute le point où nous nous trouvons nous qui nous obstinons à regarder vers l'a-venir, vers le à-faire. Raquel Gutierrez/Luis A. Gomez. Extrait du Prologue de Disperser le Pouvoir - Les mouvements comme pouvoirs anti-étatiques (Tinta Limon, Buenos Aires, 2006).

IntroductionLe cycle de luttes et insurrections dont les peuples qui habitent la Bolivie ont été les acteurs depuis 2000, est peut-être la plus profonde "révolution dans la révolution" depuis le soulèvement zapatiste de 1994. Pour les peuples du continent, les luttes qui se sont développées en Bolivie sont une référence incontournable et d'inspiration pour les défis que nous pose l'émancipation sociale. De même que le zapatisme, comme nouvelle forme de faire de la politique n'ayant pas comme référence l'Etat, a éclairé les années 90, les mouvements boliviens nous montrent qu'il est possible -et pas seulement désirable- de construire des pouvoirs non étatiques, autrement dit que tout pouvoir ne doit pas être un organe séparé et au-dessus de la société; qu'il est possible de construire cet autre monde auquel nous aspirons sans passer par ce cauchemar qui pour tous les libertaires (ici employé au sens de "libération-émancipation") de tous les temps, en commençant par Karl Marx, a toujours été l'Etat. Depuis 1989, les secteurs populaires et les peuples indigènes d'Amérique Latine ont pris la tête de révoltes et insurrections qui ont mis le modèle néolibéral sur la défensive. Le "Caracazo" (soulèvement de Caracas) de 1989 et les soulèvements des indigènes équatoriens depuis 1990 nous ont enseigné qu'il est possible de résister et de s'engager l'offensive depuis les bases communautaires des campagnes et des quartiers pauvres des villes, et ont joué un rôle remarquable dans la délégitimation du système, dit démocratique, basé sur les partis politiques. Le zapatisme depuis 1994, a illuminé le continent et le monde avec un soulèvement qui ne cherche pas la prise du pouvoir mais la construction d'un monde nouveau, et montre l'importance de construire des autonomies (communales, municipales et régionales) à partir d' "en-bas" et, plus récemment, cherche à étendre à tout le Mexique une culture politique qui consiste à écouter, point de départ pour faire de la politique non institutionnelle et, toujours, à partir d'en-bas. Avec les Juntas de Buen Gobierno ("Assemblées" de Bon Gouvernement), les zapatistes nous enseignent qu'il est possible -au moins sur une échelle réduite- de construire des formes de pouvoir non bureaucratiques, sur la base de rotation des représentants, éloignées des pratiques étatiques. Le Mouvement Sans Terre du Brésil démontre l'importance de réaliser une réforme agraire aussi en partant d'en-bas et non seulement est le plus grand mouvement social du pays mais maintenant tente de travailler avec les jeunes pauvres des grandes villes pour effectuer un pas en avant dans la lutte contre le "néolibéralisme de gauche". Le Mouvement Piquetero a déplacé le centre des luttes argentines des petites vers les grandes villes et des travailleurs vers les chômeurs et les exclus par le néolibéralisme. L'insurrection populaire des 19 et 20 décembre 2001 suggère qu'il est possible de lutter et de vaincre sans appareils ni caudillos, sans avant-garde ni partis dirigeant, et que l'organisation ne doit pas se construire comme un poids qui pèse sur les secteurs populaires mais qu'elle peut prendre comme point de départ ce qui existe déjà dans la vie quotidienne des plus pauvres, et l'étendre, l'améliorer et l'approfondir. Qu'apportent les luttes boliviennes aux peuples latinoaméricains qui cherchent à créer un monde nouveau? Les "guerres" de l'eau et du gaz (en 2000 et 2003) partagent avec d'autres luttes du continent l'inexistence d'avant-garde et d'appareils dirigeants, la réalisation d'insurrections victorieuses convoquées et dirigées en dehors de toute institution (syndicale, paysanne ou partisane) sans un haut et un bas, sans la classique division entre dirigeants et dirigés. Mais elles partagent aussi avec d'autres expériences le fait que pour lutter et vaincre, est suffisant ce qui existe déjà : fondamentalement les communautés ou ayllus et les communautés urbaines de l'eau et les assemblées de quartiers (juntas vecinales). Le fait que les "organisations" incrustées et immergées dans la vie quotidienne soient les mêmes "organisations" qui mènent les luttes et les insurrections est une des nouvelles caractéristiques des mouvements (qui sont toujours sociaux et politiques) de notre continent. Il me semble nécessaire approfondir ce point. La révolution est la sage-femme de l'histoire. La phrase de Marx synthétise une conception de la révolution qui a été enterrée par les marxistes. Cependant Marx a toujours été fidèle à cette manière de voir le changement social, selon laquelle l'acte révolutionnaire de donner naissance au monde nouveau est à peine un bref jalon d'un long processus de gestation de ce monde autre. La révolution aide à la naissance du monde nouveau mais ce n'est pas elle qui le crée. Ce monde nouveau existe déjà, à un degré de développement déterminé et c'est pour cela que, pour continuer à croître, il a besoin d'être mis à jour par un acte de force : la révolution. Je sens que ce qui est en train de se passer dans les territoires des mouvements, ce qui à mon avis est la formation d'un "monde autre", non seulement nouveau mais différent à l'actuel, installé sur des logiques de construction différentes, est en rapport avec la réflexion de Marx sur l'expérience de la Commune de Paris. "Les ouvriers, disait-il, n'ont aucune utopie déjà élaborée prête à être implantée par décret du peuple. Ils ne doivent réaliser aucun idéal mais simplement libérer (dar suelta) les éléments de la nouvelle société que la vieille société bourgeoise agonisante porte en son sein" (K. Marx, La guerre civile en France). Je voudrais s'arrêter sur ce "libérer", vu qu'il me semble qu'il contient une clef qui traverse toute la production théorique de Marx. Le communisme existe en puissance dans la société capitaliste. Dans le Manifeste Communiste, cela est très clair quand il analyse le passage du féodalisme au capitalisme et souligne comment la société bourgeoise est née des entrailles de la société féodale. La même chose, anticipe-t-il, se passera dans la transition capitalisme-communisme. La nouvelle société n'est pas un lieu où on va, ce n'est pas quelque chose qui se conquiert et qui par conséquent est là, dehors, et encore moins quelque chose qui

s'implante. L'image que Marx nous donne du changement révolutionnaire est celle selon laquelle la puissance-latente nichée dans le monde des opprimés croît, éclate comme une fleur, c'est pour cela qu'il utilise l'expression : "libérer". Marx n'utilise pas les mots spontanéité ou spontanéité ; il introduit Kautsky et ensuite Lénine, dans sa dérive étatico-centriste ; mais les adjectifs selbständig (pour soi-même, par initiative propre) ou eigentümlich (propre/inhérent), c'est à dire ce qui existe pour soi-même. Son oeuvre est traversée par l'idée de l'autoactivité des ouvriers et par l'utilisation du terme "naturellement" pour se référer à la forme selon laquelle surgit cette activité. Il affirmait, au delà de la justesse ou de l'erreur de l'analyse, que la concentration d'ouvriers provoquée par le développement du capitalisme crée les conditions pour leur unité, sur la base de l'autoéducation, et pariait sur le fait que cette unité éroserait la base de la domination de la bourgeoisie : la compétition entre les ouvriers. On peut voir qu'il cherche à l'intérieur de la classe autant les faiblesses qui oppriment que les puissances qui la libèrent. Je soutiens que l'idée de "libérer" et les concepts de "auto-activité" et "auto-organisation" appartiennent à une même conception du monde et du changement social : celle qui soutient que les processus se produisent naturellement, autrement dit, par soi-même. Cela veut dire : par leurs propres dynamiques internes. La dynamique interne des luttes sociales tisse des relations sociales parmi les opprimés, qui leur permettent en première instance d'assurer la survie, autant matérielle que spirituelle. Avec le temps et le déclin du système dominant, sur la base de ces relations, croit un monde nouveau, c'est à dire différent au monde hégémonique. A tel point que, à un moment, la société présente la forme d'un océan de relations sociales "nouvelles" et quelques îles de relations sociales "vieilles", qui sont fondamentalement les relations étatiques. L'histoire du XX^e siècle est remplie d'accouchements de mondes qui incarnent des relations sociales "vieilles". C'est un fait dramatique qui a apporté des conséquences néfastes. En général les révolutions n'ont pas donné naissance à des mondes nouveaux mais au contraire les révolutionnaires ont tenté de construire le nouveau monde à partir d'appareils étatiques. Bien qu'une bonne partie des révolutions aient amélioré les conditions de vie des populations, un succès sûrement important, elles n'ont pas été capables de créer des mondes nouveaux. Au delà de la meilleure volonté des révolutionnaires, ce qui est certain c'est que les Etats ne sont pas les instruments adéquats pour créer des relations sociales émancipatoires. C'est un thème ouvert au débat, sur lequel il commence à exister une abondante littérature. Depuis ce point de vue, la chose la plus révolutionnaire que nous pouvons faire est de nous engager à créer de nouvelles relations sociales à l'intérieur de nos territoires, des relations qui naissent dans la lutte, se soutiennent et se propagent grâce à elle. ***** En Bolivie, comme dans d'autres pays du continent, s'ouvre à partir du 22 janvier 2006, une nouvelle conjoncture qui représente un défi inédit pour les mouvements. Dans plusieurs pays, l'arrivée au gouvernement de forces progressistes a réussi à affaiblir les mouvements au travers de la cooptation de plusieurs secteurs et de l'isolement d'autres. Nous ne pouvons pas ne pas nous arrêter sur ces expériences mais au contraire extraire de celles-ci des enseignements pour éviter la désarticulation des secteurs en lutte. En ce moment, dans tout le continent prend forme une période marquée par l'accès au gouvernement de forces de gauche ou progressistes, ce qui constitue un défi inédit pour les mouvements. Le type de relation que ces mouvements vont lier avec ces gouvernements va déterminer des événements décisifs dans les prochaines années : il peut se produire une relégitimation des Etats et du modèle néolibéral, avec des changements minimes ou, au contraire, surgir de nouvelles et plus puissantes avancées des forces qui luttent pour construire un autre monde. La conjoncture n'affecte pas la puissance. Elle conditionne son expansion, sa multiplication, sa prolifération ; mais la puissance reste intacte, ou non, en fonction d'autres variables qui n'ont pas de relation stricte avec la conjoncture. Parmi ces variables, peut être la plus décisive est la manière selon laquelle les personnes qui intègrent les mouvements entrent en relation avec leurs puissances : si elles se connectent avec elles, les cultivent, les approfondissent ou, au contraire, les convertissent en moyens pour obtenir des fins. Ceux qui signalent les limites des mouvements sont nombreux. On nous dit que les mouvements sont bons pour affaiblir ou renverser des gouvernements, pour mobiliser la société, pour délégitimer le modèle néolibéral ; mais il leur manque l' "autre moitié", la capacité d'avoir une stratégie, d'être exécutifs, d'atteindre le pouvoir étatique pour réaliser leur programme. Sur ce point, il y a deux formes de faire de la politique : sur la base des limites ou sur la base des puissances. Opérer depuis les limites suppose mettre au centre ce que nous ne pouvons faire, cela implique notre installation dans l'incapacité, comme nous le sommes dans un trou duquel "quelqu'un" va nous en sortir, c'est du moins ce que nous aspirons. S'installer dans les limitations c'est mettre au premier plan ce que les mouvements se sont vus incapables de faire. Cette attitude a plusieurs lectures possibles : parier directement sur l'Etat, que ce soit en établissant des alliances avec le gouvernement ou en essayant de l'atteindre par différentes voies, ou bien se soumettre à l'Etat-gouvernement ; à l'extrême sont ceux qui optent pour "articuler" les divers mouvements, pour les doter de cohérence et de capacité pour influencer dans le programme politique et ainsi rendre plus effective la mobilisation-pression. Il s'agit, comme on peut le voir, de deux versions du même projet : le sujet des changements n'est plus la société mobilisée et devient l'Etat ou le parti-organisation ou diverses formes de combinaison entre les deux. Pour ceux qui s'engagent dans cette direction, "la conjoncture est tout". En effet la conjoncture est quantité alors que la puissance est qualité. Mais l'une ne peut se changer en l'autre. Il est naturel que depuis le regard "étatico-centriste" surgisse alors la question sur l'utilité de la puissance. Comme l'émancipation, la puissance n'est pas utile, ne peut se métamorphoser en valeur d'échange sur le marché politique. Pire encore, elle a un intérêt, de valeur d'usage disons, que pour ceux qui la vivent, qui la sentent, la pratiquent. Pour cela, la puissance émancipatoire n'a pas l'habitude de se manifester dans les grandes liturgies avec lesquelles la gauche politique et sociale croit être en train de promouvoir les changements. Et cela vaut autant pour les congrès partisans que pour les forums sociaux. Pour aggraver les choses, il n'est pas possible, ni convenable, de "la définir". Nous pouvons seulement la reconnaître, comme cet hic hodus, hic salta de Marx. Parce que ce que nous appelons puissance est en rapport avec les vécus

humains, avec les relations que hommes et femmes en mouvement établissent entre eux et avec les autres. Relations qui, individuellement ou collectivement, se composent dans la douleur. "La puissance se forme dans la douleur" dit Negri (Antonio Negri, Job, la force de l'esclavage). Plus encore, il affirme que "tous les grands sujets collectifs se forment à partir de la douleur, au moins ceux qui luttent contre l'expropriation du temps de la vie que décrète le pouvoir" ; mais il n'est pas possible de conter la douleur, de la transmettre, seulement de la partager : parce qu'elle "déborde la logique, le rationnel, le langage", elle est alors "une clef qui ouvre la porte de la communauté" (Negri, idem). En ce sens nous pouvons affirmer, maintenant oui, que la puissance est capable de changer les gens, de nous changer tous et chacun de nous. Mais seulement dans la mesure où nous participons de ces relations en mouvement, pas tant dans les mouvements que dans les institutions. Ce ne sont pas les manifestations et les marches rituelles qui changent les gens, bien qu'il est certain que, dans quelques occasions, les actions de rue peuvent incarner les puissances du changement. Quelque chose de cet ordre a eu lieu les 19 et 20 décembre 2001 en Argentine, et dans les mémorables journées de la Guerre de l'Eau et d'octobre 2003 en Bolivie. Le sous-commandant insurgé Marcos nous rappelle que "en-bas, apprendre c'est croître". Mais il prévient que "les récoltes en-bas ne sont jamais immédiates" (Rebeldia n°24). Le zapatisme prévient de cette manière deux choses : l'importance d'apprendre de manière collective, faire de l'apprentissage un axe décisif des mouvements ; et manier les temps d'un autre mode, en fonction des temps intérieurs et non de ceux du système. Mais cela suppose d'éradiquer l'instrumentalisation des moyens en fonction des fins. Il existe pas la moindre différence entre fins et moyens ; la fin est dans les moyens comme le signale Marcos. Dans les expériences les plus riches on devine une tension pour dépasser les limites. Si cette tension -qui tend à déborder est la puissance des mouvements, il semble évident que la conjoncture ne l'affecte pas. A ce stade, dans cette tension, se dissolvent le dehors et le dedans. La tension vers la limite (émancipation) n'a pas de limites, de limitations, sauf celles de la propre tension. C'est pour cela que la puissance ne se réalise jamais, ne se matérialise pas en chose, c'est toujours un devenir inachevé. Autonome, en tant que tension vers, parce qu'elle ne dépend que d'elle-même. La puissance se diffuse dans la mesure où se composent et se créent des relations qui sont des manifestations de la puissance d'émancipation. C'est la seule chose que nous pouvons appeler pouvoir, et elle dépend seulement et uniquement d'elle-même. Renforcer, intensifier, c'est alors approfondir la trame de relations en essayant d'éviter qu'elles se cristallisent dans des formes de domination. *****Mais le processus aymara non seulement est un des composants des luttes continentales sinon qu'il apporte quelque chose de substantiel : la construction de pouvoirs non étatiques. Par cela j'entend pouvoirs non séparés, non divisés de la société, pouvoirs qui ne forment pas un cadre à part, ni pour prendre des décisions, ni pour lutter, ni pour résoudre des conflits internes. Si l'Etat est le monopole de la contrainte physique décidée et exercée par un corps séparé de la société (bureaucratie civile et militaire), dans le monde aymara cette capacité apparaît distribuée et dispersée dans tout le corps social et soumise, en dernière instance, aux assemblées dans la campagne et dans la ville. La capacité de construire des pouvoirs non étatiques, non centralisés mais dispersés, relie le processus aymara avec le zapatiste (Juntas de Bien Gobierno) et les deux représentent, au-delà de leurs différences et de leur particularité, un apport essentiel à l'émancipation. On peut dire qu'au Chiapas la construction de ces pouvoirs se réalise sur un mode explicite, tandis que dans l'altiplano les cartels aymara et autres formes de pouvoirs communaux sont implicites -en grande mesure pour l'inexistence d'un contrôle territorial explicite-, mais dans le fonds battent des tensions et des recherches similaires. Les pouvoirs aymaras non étatiques naissent de territoires dans lesquels fonctionnent des machines communautaires. Autrement dit, des mécanismes sociaux qui sont "dé-territorialisés" et "dé-communalisés" pour être utilisés par la société en mouvement comme formes non étatiques de mobilisation et de création d'espaces collectifs dans lesquels -au-delà des discours- fonctionne le "commander en obéissant". Ceux-ci sont les mécanismes qui ont permis à la société aymara, et à d'autres secteurs sociaux de Bolivie, de déployer de puissantes mobilisations qui ont renversé deux présidents et ont vaincu le projet néolibéral sans créer de structure étatiques. Ce n'est pas le moment de penser à ce qui va se passer dans les prochaines années. Le meilleur scénario, le plus désirable, c'est que le nouveau gouvernement soit porteur et porte-parole de changements sans affaiblir les mouvements et que ceux-ci continuent d'être les acteurs décisifs. Cependant d'autres expériences comme celle de l'Argentine -où une bonne partie des mouvements ont été cooptés par le gouvernement progressiste de Nestor Kirchner- doivent nous alerter sur la séduction que représente l'Etat aux mains de personnes proches des mouvements. Pour ceux qui visent l'émancipation, les défis centraux et décisifs ne sont pas en haut mais en bas. Pour cela il n'est pas valide d'imputer des fautes ou des erreurs, encore moins des "trahisons" aux gouvernants (1). Prendre soin de la puissance comme le feu sacré des mouvements est une tâche quotidienne de toutes celles et de tous ceux qui sommes engagé(e)s à créer un monde nouveau. Que batte dans le cœur des peuples, un cœur forgé dans la sociabilité populaire, sans hiérarchies ni caudillos, que fleurisse grâce à la force de la fraternité, la force motrice de tout changement : la trame basique et la lumière basique de la vie. 1- Sur cette même idée, voir "Bolivie : responsabilité des leaders ou responsabilité collective ?"

: http://amerikenlutte.free.fr/index.php?option=com_content&task=view&id=14&Itemid=50* Raúl Zibechi, journaliste, écrit dans l'hebdomadaire uruguayen Brecha, le journal mexicain La Jornada et la revue italienne Carta. Il a publié Généalogie de la révolte (2003), (disponible en français aux éditions CNT-RP) sur les luttes argentines de la dernière décennie, Le regard horizontal-mouvements sociaux et émancipation (1999) et Les ruisseaux quand ils baissent- les défis du zapatisme (1995). Ces livres ont aussi été édités en Italie, Equateur et Espagne. Il collabore avec le groupe HIJOS d'Uruguay et avec des médias alternatifs de plusieurs pays. Traduction : <http://amerikenlutte.free.fr>